



UNIVERSITE JEAN MONNET  
Direction des Services Financiers  
**Service Achat & Marchés Publics (SAMP)**  
10 rue Tréfilerie CS 82301  
42023 Saint-Etienne cedex 2  
[www.univ-st-etienne.fr](http://www.univ-st-etienne.fr)  
[marches-publics@univ-st-etienne.fr](mailto:marches-publics@univ-st-etienne.fr)  
☎ 04 77 42 17 00

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P.**

---

### **MARCHÉ N°2025 - 023**

**Objet : Mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un Centre de  
Santé Étudiante**

---

**Dans l'ensemble des communications entre titulaire et acheteur et dans les pièces contractuelles et du marché, les durées exprimées en heures ou en jours, faute de précision contraire, sont à comptabiliser en heures réelles ou en jours calendaires.**

*SERVICE ACHAT ET MARCHES PUBLICS*

*Affaire suivie par :*

*Mme MAURICE*

*Mme Sandrine ASTERNAUD*

## SOMMAIRE

<u>Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales</u>	<u>5</u>
1.1 - Objet du marché	5
Montant prévisionnel des travaux	5
1.3 Identification des Parties	5
1.3.1 Définition des Parties	5
1.3.2 Conduite des prestations et représentation (titulaire)	6
1.3.3 Sous-traitance	7
1.3.4 Contenu des prestations et découpage en parties techniques	7
<u>ORDONNANCEMENT COORDINATION ET PILOTAGE DE CHANTIER (OPC) - PT7</u>	<u>8</u>
1.4 Personnes concernées par l'opération	8
1.4.1 L'assistant à maîtrise d'ouvrage	8
1.4.2 Contrôle technique	8
1.4.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	8
1.5 Durée du marché :	9
1.6 Décomposition en tranches	9
1.7 Notifications, informations et ordres de service	9
1.8 Marchés de prestations similaires	10
<u>Article 2 - Pièces constitutives du marché</u>	<u>10</u>
<u>Article 3. Délais d'exécution</u>	<u>10</u>
3.1 Engagement sur les délais d'exécution	10
3.2 Prolongation des délais d'exécution	12
3.3 Délais de vérifications	13
<u>Article.4 Conditions d'exécution des prestations</u>	<u>13</u>
4.1 base documentaire	13
4.2 Présentation et transmission des documents	13
4.3 Développement durable	14
4.4 Clause d'insertion sociale	14
<u>Article 5 Vérification et admission</u>	<u>14</u>
5.1 Opérations de vérification	14
5.2 Décision	14
<u>Article 6 - Prix du marché</u>	<u>14</u>
6.1 Caractéristique des prix pratiqués	14
6.2 Forfait de rémunération provisoire	15
6.3 Prix révisables	15
<u>Article 7 - Modifications en cours d'exécution de marché - clause de réexamen</u>	<u>16</u>
<u>Article 8 - Engagement contractuel du maître d'œuvre</u>	<u>18</u>
8.1 Généralités, symboles et formules utilisées	18
8.2 Engagement sur l'estimation prévisionnelle des travaux	18
8.3 Engagement de l'estimation prévisionnelle des travaux à l'APD	19
8.4 Engagement de l'APD au PRO	19
8.5 Engagement du PRO à la signature des marchés	20
8.6 Engagement jusqu'au DGD	20

<u>Article 9 – Avance</u>	<u>21</u>
<u>Article 10 – Règlement des comptes</u>	<u>21</u>
10.1 Échéancier des acomptes	21
10.2 Acceptation et paiement du solde	22
10.3 Présentation des demandes de paiement	22
10.4 Délai global de paiement	22
<u>Article 11 – Pénalités</u>	<u>23</u>
11.1 Pénalités relatives aux livrables à remettre par le MOE	23
11.2 Pénalités phase « travaux »	24
11.3 Vérification des projets d'acomptes mensuels des entrepreneurs	24
11.4 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	24
11.5 Autres pénalités	25
11.6 Instruction du mémoire de réclamation	25
<u>Article 12 – Assurances</u>	<u>25</u>
<u>Article 13 – Propriété intellectuelle</u>	<u>25</u>
<u>Article 14 – Confidentialité</u>	<u>25</u>
<u>Article 15 – Fin de la mission</u>	<u>26</u>
15.1 Achèvement de la mission	26
15.2 Arrêt de l'exécution des prestations en fin de parties techniques	26
<u>Article 16 – Résiliation</u>	<u>26</u>
16.1 Dispositions générales	26
16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général	26
16.4 Résiliation de le marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation	27
16.5 Autres cas de résiliation	27

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**L'UNIVERSITE JEAN MONNET  
10 rue Tréfilerie  
CS 82301  
42023 Saint-Etienne cedex 02**

représentée par **Monsieur Le Président de l'Université,**

Ci-après, désignée « l'Université », « le pouvoir adjudicateur »,

d'une part,

et,

**La Société susmentionnée,**

Ci-après, désignée « le titulaire »,

d'autre part,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales

#### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un Centre de Santé Etudiante.

La mission de maîtrise d'œuvre visée par le présent marché est une mission de base au sens des dispositions des articles L. 2431-1 à 3 et R. 2431-1 à 18 du code. La mission de base est augmentée d'éléments de missions complémentaires.

#### *1.2 - Description du besoin*

Le projet consiste en l'aménagement d'un plateau d'environ 600 m<sup>2</sup> situé au niveau 2 d'un immeuble collectif.

Etant donné le système de construction en poteaux poutres béton du bâtiment, qui permet une grande liberté d'aménagement du local, il n'est pas envisagé de travaux structurels.

Les menuiseries extérieures en aluminium bien que loin des standards actuels de performance thermique seront conservées. De la même façon, il n'est pas envisagé de renforcer l'isolation thermique des parois du local.

Le cloisonnement sera revu intégralement. Précédemment exploité en centrale d'appels, le plateau est très peu cloisonné. Il sera donc nécessaire de prévoir son cloisonnement de manière à répondre aux besoins d'usage, de confidentialité et de sécurité.

Il est également prévu une mise à neuf des sols, des plafonds et des éclairages.

Les installations techniques de CFO, CFA, chauffage, ventilation, plomberie devront être adaptées aux nouveaux usages.

Le positionnement des sanitaires existants devra être au plus possible conservé pour une question d'économie et pour des facilités techniques de passage de réseaux. Les sanitaires devront être mis aux normes PMR.

Les équipements mobiliers (administratif ou spécifiques aux activités de consultation) ne sont pas inclus au projet (budget dissocié).

#### Montant prévisionnel des travaux

L'opération objet du présent marché de maîtrise d'œuvre est : « L'aménagement d'un Centre de Santé Etudiante ».

L'enveloppe financière dédiée aux travaux est indiquée dans le "Programme fonctionnel Architectural et Technique".

#### 1.3 Identification des Parties

##### 1.3.1 Définition des Parties

Les Parties sont :

- D'une part, le pouvoir adjudicateur, désigné indifféremment par les termes :

- L'acheteur ;
- Le pouvoir adjudicateur ;
- Le Maître d'Ouvrage
- L'Université Jean-Monnet
- D'autre part, le titulaire du marché, mentionné dans l'acte d'engagement (AE), désigné indifféremment dans les pièces du marché par les termes :
  - Le titulaire ;
  - Le prestataire ;
  - Le maître d'œuvre ou le groupement, l'équipe de maîtrise d'œuvre.

### 1.3.2 Conduite des prestations et représentation (titulaire)

#### **Interlocuteurs dédiés**

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le titulaire a désigné dans son acte d'engagement une personne physique habilitée à représenter l'équipe de maîtrise d'œuvre auprès du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Par ailleurs, est également désigné à l'acte d'engagement un « conducteur » de la maîtrise d'œuvre chargé de coordonner l'équipe.

Le représentant et le conducteur sont obligatoirement issus de l'entreprise mandataire du groupement d'opérateurs économique dans le cas où le marché serait confié à un tel groupement.

Le conducteur des prestations pour le compte du titulaire est la personne nommément désignée à l'article 6 de l'Acte d'engagement comme le « conducteur ». Le conducteur des prestations pour le compte du Titulaire :

- Est en mesure d'engager la société ou le groupement titulaire du marché
- Réalise l'intégralité des prestations décrites dans le CCTP ou les fait réaliser sous sa responsabilité.

Il est suppléé par une personne de même profil ou de profil complémentaire, nommément désignée à ce même article. Il fait intervenir les personnes citées dans ledit article de l'acte d'engagement, sans préjudice de l'intervention d'autres personnes. Les CV de ces personnes sont portés à la connaissance de la maîtrise d'ouvrage dès l'offre et sont des pièces du marché.

Sont également nommément désigné à l'acte d'engagement les intervenants chargés de la partie OPC.

Le conducteur est garant de la bonne coordination entre la maîtrise d'ouvrage et ses assistants, les utilisateurs et gestionnaires, les tiers intéressés et les intervenants du titulaire. Il doit participer aux réunions stratégiques et, ou techniques et doit se montrer disponible lors de l'accomplissement de ses missions.

Dans l'exécution du marché de prestations intellectuelles, la personne publique entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la personne publique est extrêmement vigilante au respect des intervenants susmentionnés. Les modalités de remplacement sont décrites à l'article 6 de l'acte d'engagement.

#### **Forme du titulaire**

Il est rappelé que dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques conjoint alors le mandataire est solidaire.

Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-Moe que, dans le cas particulier où le mandataire du groupement (dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement) ne se conforme pas à ses obligations de représentation et de coordination ou dans la réalisation de ses prestations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les autres membres du groupement à désigner dans un délai de quinze (15) jours, un autre mandataire parmi les autres membres du groupement. Cette substitution fait l'objet d'une décision de modification notifiée au nouveau mandataire du groupement. Si aucun mandataire n'est désigné par les autres membres du groupement dans le délai précité, le maître d'ouvrage peut décider de désigner le cocontractant pour lequel il reste la part financière la plus importante à exécuter d'ici la fin du marché comme mandataire ou de résilier le marché, il s'agit d'une hypothèse de résiliation du marché de services de maîtrise aux torts exclusifs du titulaire.

### 1.3.3 Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties techniques qui seront conclus ultérieurement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros TTC.

Le prestataire sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant sont possibles au cours de l'exécution du marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit joindre en sus des documents exigés par l'article R2193-1 du Code de la Commande publique, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 30.1 du CCAG-MOE).

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....*

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros***

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### 1.3.4 Contenu des prestations et découpage en parties techniques

La mission confiée au titulaire ainsi que sa finalité et ses exigences est constituée des éléments de mission définis aux articles R.2431-4 à R.2431-7 et R.2431-19 à R.2431-23 du Code de la Commande Publique, et est complétée par les dispositions indiquées dans :

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

La mission du titulaire est composée, en outre :

- **Des obligations de conseil inhérentes à la fonction de maîtrise d'œuvre. Il s'agira notamment, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative :**
  - **Des dispositions à prendre dans le cadre de la protection de la main-d'œuvre des conditions de travail et de la lutte contre le travail clandestin,**

- **De la vigilance concernant la sous-traitance irrégulière,**
- **Des dispositions relatives à la santé et à la sécurité des personnels affectés aux travaux en cas de présence d'amiante.**
- **Des dispositions à prendre pour maintenir la sécurité et la circulation des personnes et des biens.**

La mission confiée au titulaire est une mission comprenant la mission de base de maîtrise d'œuvre et une mission complémentaire. Chacun des éléments de mission constitue une partie technique au terme de laquelle il est possible d'arrêter la mission de maîtrise d'œuvre dans les conditions de l'article 15 du présent CCAP. Cette décision d'arrêt emporte alors résiliation du marché de maîtrise d'œuvre sans indemnité au bénéfice du titulaire.

La mission de maîtrise d'œuvre est composée des éléments de missions suivants :

Élément de mission	Acronyme
ETUDES DE DIAGNOSTIC – PTO	DIA
ETUDES D'AVANT-PROJET APS-APD (AVP) – PT1 Études d'avant-projet sommaire – SPT1.1 Études d'avant-projet définitif – SPT1.2 Permis de construire et autres dossiers et consultations – SPT1.3	APS APD PC
ETUDES DE PROJET – PT2	PRO
ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX (AMT) – PT3	AMT
MISSION VISA – PT4	VISA
DIRECTION DE L'EXECUTION DU OU DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET) – PT5	DET
ASSISTANCE POUR LA RECEPTION ET LA GPA – PT6 Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations préalables à la réception des travaux (AOR) – SPT6.1 Prestations relatives à la constitution du dossier des ouvrages exécutés (AOR-DOE) – SPT6.2 Prestations relatives à la période de garantie de parfait achèvement (GPA) – SPT6.3	AOR
ORDONNANCEMENT COORDINATION ET PILOTAGE DE CHANTIER (OPC) – PT7	OPC

**Les parties techniques sont décrites dans le CCTP et reprises dans la décomposition des prix.**

#### 1.4 Personnes concernées par l'opération

##### 1.4.1 L'assistant à maîtrise d'ouvrage

Sans objet.

##### 1.4.2 Contrôle technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent des missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le maître d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du contrôleur technique.

##### 1.4.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire est informé que la conception et le chantier de l'opération sont soumis aux dispositions du Code du travail et, à ce titre, le maître d'ouvrage désigne un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 1 au sens des dispositions des articles R. Le titulaire est informé que la



conception et le chantier de l'opération sont soumis aux dispositions du Code du travail et, à ce titre, le maître d'ouvrage désigne un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 1 au sens des dispositions des articles R. 4532-1 et suivants du code du travail, pour la partie technique « conception » et pour la partie technique « réalisation ».

#### Principes généraux :

Le titulaire met en œuvre les principes généraux de prévention définis au 1), 2), 3), 5), 6) et 8) de l'article L.4121-2 du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désigné sous le nom de « coordonnateur SPS ».

#### Autorité du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer le maître d'ouvrage et le titulaire, sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Les moyens à donner et les obligations du titulaire envers le coordonnateur SPS :

- Le titulaire facilite la mission du coordonnateur SPS. Il tient compte, à ses frais et dans les délais impartis, de tous les avis du coordonnateur SPS ; ;
- Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le titulaire communique la copie des documents relatifs aux études d'avant-projet, projet, et le calendrier détaillé d'exécution.
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission. Il donne suite aux avis, observations, mesures préconisées par le coordonnateur SPS sur la sécurité, la protection de la santé des travailleurs. .;
- En cours de chantier, le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage ;

Le maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur SPS tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte de ses avis.

#### 1.5 Durée du marché :

Le marché est passé à compter de sa notification jusqu'à la réalisation complète des prestations dont il est objet.

Le présent marché est conclu pour une durée de 40 mois, allant de la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

#### 1.6 Décomposition en tranches

Sans objet.

#### 1.7 Notifications, informations et ordres de service

**Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-MOE** la notification par le biais d'un profil acheteur ne peut être réalisée que par le maître d'ouvrage. Par ailleurs et de manière générale, la notification électronique ne peut être utilisée par le titulaire qu'à la condition qu'elle permette de donner date certaine.

Il est précisé que les ordres de service émis par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-MOE, sont signés.

### 1.8 Marchés de prestations similaires

Par application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code, il est précisé que le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de pouvoir attribuer des prestations similaires à celles découlant du marché public de prestations intellectuelles cité en objet, sous réserve toutefois que ces derniers (marchés de prestations similaires) soient conclus dans une durée maximale de trois ans à compter de la notification du marché public de prestations intellectuelles cité en objet du présent document.

## **Article 2 - Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) du marché et ses annexes.
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.
- Le programme de l'opération et ses annexes.
- L'offre technique du titulaire (notamment MJO).
- Décomposition des prix globaux et forfaitaires - à l'exception des quantités le cas échéant, non contractuelles, les prix étant forfaitaires. En cas d'incohérence ou d'erreur de calcul le montant total de HT de la DPGF prime.

### Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG TX) issu de l'arrêté du 30 mars 2021, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux.

## **Article 3. Délais d'exécution**

### 3.1 Engagement sur les délais d'exécution

Les délais d'exécution partiels contractuels du marché sur lesquels le titulaire s'engage sont définis ci-après.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-MOE, le délai d'exécution du premier élément de mission (et donc de la première partie technique) ainsi que des éléments de missions complémentaires court à compter de la notification du marché.

Le point de départ des autres éléments de mission (également objet d'une partie technique) part à la date précisée dans l'ordre de service de démarrage de l'élément de mission concerné. Cet ordre de service, en complément de l'article 15.1.4 du CCAG-MOE peut également avoir pour effet d'informer le titulaire de la décision prise par le maître d'ouvrage à l'issue de ses opérations de vérification (cf. article 5 du présent CCAP).

Élément de mission	Acronyme	Point de départ
ETUDES DE DIAGNOSTIC - PTO	DIA	Notification
ETUDES D'AVANT-PROJET APS-APD (AVP) - PT1 Études d'avant-projet sommaire - SPT1.1 Études d'avant-projet définitif - SPT1.2 Permis de construire et autres dossiers et consultations - SPT1.3	APS  APD PC	Ordre de service APS  Ordre de service APD
ETUDES DE PROJET - PT2	PRO	Ordre de service

ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX (AMT) – PT3	AMT	Ordre de service
MISSION VISA – PT4	VISA	Notification marché(s) de travaux
DIRECTION DE L'EXECUTION DU OU DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET) – PT5	DET	Notification marché(s) de travaux
ASSISTANCE POUR LA RECEPTION ET LA GPA – PT6 Assistance apportée au maitre de l'ouvrage lors des opérations préalables a la réception des travaux (AOR) – SPT6.1 Prestations relatives à la constitution du dossier des ouvrages exécutés (AOR-DOE) – SPT6.2 Prestations relatives à la période de garantie de parfait achèvement (GPA) – SPT6.3	AOR	Notification marché(s) de travaux
ORDONNANCEMENT COORDINATION ET PILOTAGE DE CHANTIER (OPC) – PT7	OPC	Notification du marché de MOE

S'ajoute aux délais d'exécution partiels contractuels des parties techniques, des délais jalons sur lesquels le maître d'œuvre est également engagé sous peine de se voir appliquer une pénalité dans les conditions du présent CCAP.

DELAJ JALON	DUREE	POINT DE DEPART
Études de diagnostic	5 semaines	Notification du marché
Études d'avant-projet sommaire	4 semaines	Ordre de service de l'APS
Études d'avant-projet définitif	4 semaines	Ordre de service de l'APD
Dossier de permis de construire		
Études de projet	4 semaines	Ordre de service
Rédaction du DCE des marchés de travaux	4 semaines	Ordre de service
Analyse des candidatures et des offres des marchés de travaux	15 jours	Réception des plis
Délai de réponse aux questions	5 jours	Réception de la demande
Délai de production des courriers de demande de compléments	5 jours	Réception de la demande
VISA sur les études d'exécution à la charge des entreprises	15 jours	A réception des études d'exécution
Compte-rendu de réunion	3 jours	Tenue de la réunion

Vérification des demandes de décomptes mensuels	7 jours	Réception du décompte
Vérification du décompte général	15 jours	Réception du décompte
Planning d'exécution du chantier	2 semaines	Démarrage de la période de préparation de chantier
Mise à jour du planning d'exécution	1 semaine	Tous les trimestres après le début d'exécution des travaux ou à première demande du maître d'ouvrage
Ordre du jour d'une réunion	-5 jours	Avant la réunion
Diffusion d'un l'état d'avancement mensuel	1 semaine	Dernière réunion de chantier de chaque mois
Calendrier détaillé des OPR	-1 mois	Avant la date d'achèvement prévisionnelle des travaux
Transmission du PV des OPR dument complété et signé par le MOE	Sur le champ	Déroulé des OPR
Transmission des EXE relatifs à la réception et à la levée des réserves	5 jours	Déroulé des OPR ou du constat de la levée des réserves
Remise des dossiers des ouvrages exécutés	15 jours	Réception des documents transmis par les entreprises et au plus tard avant la signature du PV des OPR

Chaque délai de vérification par la maîtrise d'ouvrage n'est pas un point d'arrêt dans la mission. Le titulaire est censé poursuivre son travail, en particulier lorsqu'il se trouve à l'articulation de deux étapes d'une même partie technique. Les délais de vérifications sont fixés à l'article 5 du présent CCAP.

S'ajoute à ces délais, l'ensemble des délais qui incombent au maître d'œuvre dans le cadre de l'application du CCAG-Travaux, sauf à ce que celui-ci ait fait l'objet de dérogation dans les marchés de travaux, en ce cas, ce sont ces délais qui priment.

Par dérogation à l'article 15.2 du CCAG-MOE, la date d'expiration de ces délais est la date d'achèvement de la prestation ou du livrable, prêt à être vérifié par le maître d'ouvrage. Cette date est celle de la notification des documents au maître d'ouvrage par le maître d'œuvre, par tout moyen permettant de donner date certaine.

En cas de rejet ou d'ajournement de la prestation ou du livrable, le point de départ du calcul de la pénalité de retard est l'expiration du délai engageant le maître d'œuvre.

### 3.2 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle

à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution dès lors que ce retard et son motif sont dûment justifiés par le maître d'œuvre.  
Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, sous peine de forclusion.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

Le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

### 3.3 Délais de vérifications

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG-MOE, compte tenu de la nature des prestations, le titulaire n'est pas convoqué pour assister aux opérations de vérifications. Le maître d'ouvrage rejette tacitement les prestations remises s'il ne prend pas position de façon expresse quant à leur admission, l'ajournement de leur admission ou la réfaction dans un délai de deux (2) mois à compter de leur remise par dérogation au CCAG. Elle peut intervenir de façon expresse avant l'échéance de ce délai.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à vérifier. En cas d'ajournement, le titulaire est tenu de présenter son livrable modifié dans un délai maximum de 15 jours en application des dispositions de l'article 21.2 du CCAG-MOE.

Les modalités de vérification sont décrites à l'article 5 ci-après.

## **Article.4 Conditions d'exécution des prestations**

### 4.1 base documentaire

Le maître d'ouvrage met à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. Il facilite en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le Titulaire peut avoir besoin.

### 4.2 Présentation et transmission des documents

Chaque livrable est remis en deux exemplaires papier dont un reproductible, ainsi que par voie électronique.

Les fichiers électroniques sont systématiquement remis sous deux formats :

- Formats Microsoft Office Word © et PDF pour les fichiers de texte ;
- Formats Microsoft Office Excel © et PDF pour les fichiers budgétaires et financiers ;
- Formats Autocad version LT © et A3 PDF pour les fichiers de plans ;
- Formats Microsoft Office Excel © et PDF pour les fichiers de planning ;
- Format Microsoft Office Powerpoint © et PDF pour les fichiers de présentation.

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les documents constitutifs de chacun des éléments de mission lui seront présentés.

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement. En outre, chaque bordereau comporte :

- Soit la mention « documents provisoires »,
- Soit la mention « documents définitifs ».

#### 4.3 Développement durable

L'article 7 du CCAG-MOE de 2021 relatif à la protection de l'environnement s'applique.

#### 4.4 Clause d'insertion sociale

Sans objet.

### **Article 5 Vérification et admission**

#### 5.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées dans les conditions de l'article 20 du CCAG-MOE et dans le délai rappelé au sein du présent CCAP.

Dès que les documents définitifs objet du présent marché, le maître d'ouvrage en examine la forme, le contenu et la qualité au regard des exigences et stipulations du présent marché et notamment du CCTP.

Afin de tenir les délais sur lesquels il s'engage, le titulaire peut échanger sur la mise au point de « documents provisoires » préalablement à la diffusion du dossier devant recevoir l'avis de la maîtrise d'ouvrage, ce afin d'en faciliter l'examen et de maximiser les chances d'obtenir une admission. Toutefois, la ou les navettes relatives aux documents provisoires doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels du présent CCAP relatifs à l'élément concerné. L'examen de documents provisoires se fait en temps masqué, et ne constitue pas de temps d'arrêt de la production ; il n'est pas décompté dans le délai de vérification de la maîtrise d'ouvrage lors de l'exécution des différentes parties techniques.

Le titulaire ne peut arguer d'un défaut de réponse de la Maîtrise d'ouvrage sur un document provisoire pour justifier de la remise tardive du document définitif.

#### 5.2 Décision

A la suite des vérifications, les décisions d'admission en l'état, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG-MOE et du présent CCAP. En application de l'article 21.4.1 du CCAG-MOE, la décision motivée de rejet des prestations ne peut intervenir que si le maître d'ouvrage a, au préalable, convoqué et entendu le maître d'œuvre. A compter de la réception de la notification de la décision de rejet des prestations, le maître d'œuvre dispose d'un délai d'un mois pour présenter ses observations par écrit ou adresser un mémoire de réclamation prévue par l'article 35 du CCAG-MOE. Passé ce délai, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté la décision du rejet du maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose d'un délai d'un mois à compter de leur réception pour confirmer sa décision motivée de rejet ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut de notification dans le délai d'un mois, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **Article 6 – Prix du marché**

#### 6.1 Caractéristique des prix pratiqués

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. L'offre de prix du titulaire est portée à l'acte d'engagement, en la forme d'un forfait de rémunération, ce forfait est provisoire (par application des dispositions de l'article R. 2112-18 du code) et révisable.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-MOE, les prix du marché sont réputés complets. Ils comprennent donc notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents aux déplacements des personnels et aux droits d'utilisation des résultats. Les prix sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le présent marché public est traité à prix forfaitaires provisoires qui deviennent définitifs dans les conditions prévues par le présent cahier.

### 6.2 Forfait de rémunération provisoire

Le forfait de rémunération est provisoire, en application des dispositions des articles L2432-1 et R2112-18 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2432-6 du Code, ce forfait tient compte :

1. de l'étendue de la mission, appréciée notamment au regard du nombre et du volume des prestations demandées, de l'ampleur des moyens à mettre en œuvre, de l'éventuel allotissement des marchés publics de travaux, des délais impartis et, lorsqu'ils sont souscrits, des engagements pris par le maître d'œuvre de respecter le coût prévisionnel des travaux ;
2. du degré de complexité de cette mission, appréciée notamment au regard du type et de la technicité de l'ouvrage, de son insertion dans l'environnement, des exigences et contraintes du programme ;
3. du coût prévisionnel des travaux basés soit sur l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux établie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet sommaire, soit sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux établie lors des études d'avant-projet définitif.

Le montant provisoire est basé sur la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article R2431-26 du CCP, les études d'avant-projet permettent d'établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux sur la base de laquelle le forfait de rémunération du maître d'œuvre est fixé.

Ledit forfait provisoire est rendu définitif, par avenant pris en application de l'article R.2194-1 du Code.

A programme constant, le forfait de rémunération provisoire (Fp) est transformé en forfait définitif (Fd), soit :

$$\mathbf{Fd = Fp}$$

En cas de modification de programme, le forfait de rémunération peut évoluer dans les conditions fixées au présent CCAP.

### 6.3 Prix révisibles

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois qui apparaît en première page de l'acte d'engagement est appelé « mois zéro » (Mo).

Les prix sont révisés par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$\mathbf{Cn = (In/Io)}$$

dans laquelle Io-3 et In-3 sont les valeurs prises par le dernier index de référence I connu au moment du dépôt, respectivement au mois zéro et au mois n.

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat et choisi en raison de sa structure est l'index **ING Ingénierie**.

Lorsque la valeur finale des références n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte ou un paiement partiel définitif, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base des dernières références connues.

Le paiement calculé sur la base des valeurs finales de référence intervient au plus tard trois mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

#### **Article 7 - Modifications en cours d'exécution de marché – clause de réexamen**

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- La modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché ;
- La réalisation de prestations similaires de travaux ou de services suivant disposition de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique ;
- La cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux ;
- La reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur ;
- La validation, par l'Université, des CV des personnes appelées à remplacer les exécutants désignés à la notification du marché.
- La prolongation des délais d'exécution lorsque cette dernière respecte les conditions posées au premier alinéa de l'article 3.2 du présent CCAP.

Il est porté à la connaissance du Titulaire que ces modifications ne peuvent être réalisées que par avenant(s) ou ordre(s) de service.

Si une modification de marché s'avérait nécessaire, lors de l'exécution d'un marché, sa mise au point se fera en prenant pour base les prix issus de la décomposition du prix global et forfaitaire du marché.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seraient fixés par ordre de service et, ou modification de marché.

Le marché est conclu à prix provisoire. Il est rendu définitif, par avenant pris en application de l'article R.2194-1 du Code.

A programme constant, le forfait de rémunération provisoire (Fp) est transformé en forfait définitif (Fd), soit **Fd = Fp**.

Dans le cas contraire, où des modifications dans la consistance du projet sont effectuées, le forfait de rémunération peut être modifié dans les conditions suivantes.

Lorsque la consistance des travaux ou les marchés de travaux sont modifiés, le maître d'œuvre s'oblige à renseigner, au fur et à mesure, dans un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux.



Pour chacune d'entre elles, il s'oblige à produire une fiche modificative de projet « FMP » (en étape étude) ou de travaux « FTM » (en étape travaux). Dans le cas où ces modifications ont une incidence sur la rémunération du maître d'œuvre (dans les conditions fixées ci-après), le maître d'œuvre établit un devis.

Dans le cadre de la gestion des modifications dans la consistance du projet, le maître d'œuvre s'oblige à proposer au maître d'ouvrage leur classification dans l'une des deux catégories suivantes :

- **Catégorie 1 : correspond aux modifications du fait du maître d'œuvre soit :**
  - o **Des modifications initiées par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et d'omissions qui lui sont imputables (1.A)**
  - o **Des optimisations proposées par le maître d'œuvre et acceptées par la maîtrise d'ouvrage (1.B)**

L'incidence financière des modifications de la catégorie 1.A ne peut en aucun cas, y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit, pour le maître d'œuvre, à une modification de son forfait de rémunération.

Le cas échéant, si les optimisations proposées (catégories 1.B) et acceptées par le maître d'ouvrage permettent de réduire le coût objectif, le maître d'œuvre bénéficie d'une prime. Dans ce cas, l'augmentation du montant du forfait de maîtrise d'œuvre est conclue par avenant pris en application de la présente clause de réexamen.

- **Catégorie 2 : modification du programme demandé par le maître d'ouvrage en plus ou en moins-values.**

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications sont estimées par le concepteur aux conditions économiques du mois m0, fixé à l'acte d'engagement **du présent marché de maîtrise d'œuvre.**

Lorsqu'elles interviennent lors des travaux, ces modifications seront chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois « m0 », fixé à l'acte d'engagement **du présent marché de maîtrise d'œuvre.**

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte :

- Dans le coût objectif conception C(avp) et dans le coût objectif de référence C(pro) des travaux lorsqu'elles interviennent lors des études,
- Dans le coût des travaux C(ref) résultant des marchés de travaux lorsqu'elles interviennent lors des travaux et dans le coût constaté C(dgd).

Les modifications issues de la catégorie 2 peuvent donner lieu à modification de la rémunération du maître d'œuvre. La modification de la rémunération forfaitaire du maître d'œuvre est demandée via un devis et intervient ultérieurement par modification de marché de maîtrise d'œuvre. Cette modification est établie en fonction de la nature et de l'étendue des études ou prestations complémentaires à réaliser pour les éléments de missions impactés.

Les conséquences financières sur la rémunération du forfait de maîtrise d'œuvre sont obtenues dans les conditions précisées ci-après et contractualisées par l'application de la présente clause de réexamen.

- **Catégorie 3 : modification qui s'impose au maître d'ouvrage, du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles.**

Les modifications issues de la catégorie 3 peuvent donner lieu à modification de la rémunération du maître d'œuvre. Cette modification est prise dans les mêmes conditions que celles évoquées ci-avant au titre de la catégorie 2.

La fiche modificative de projet (FMP) ou de travaux (FTM) dont le modèle est imposé par le maître de l'ouvrage est approuvée par lui préalablement à tout accord donné par le maître d'œuvre aux entreprises. Dans le cas, contraire la modification est considérée comme relevant de la catégorie 1.A. Le maître d'œuvre doit supporter toute conséquence ultérieure desdits travaux.

L'ensemble des fiches modificatives sont récapitulées dans un fichier dit « carnet des écarts ».

## Article 8 - Engagement contractuel du maître d'œuvre

### 8.1 Généralités, symboles et formules utilisées

- C(prog)** Estimation prévisionnelle des travaux telle qu'il figure au programme de l'opération en cause ou a été arrêté conjointement par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre à la signature du marché (cf. article R2432-2 du CCP)  
Ce montant comprend toutes les dépenses nécessaires à la réalisation d'un ouvrage répondant au programme contractuel, à l'exclusion :
- du forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre,
  - des dépenses de libération d'emprise,
  - des frais de contrôle technique ou d'éventuelles interventions de laboratoire,
  - des frais de coordination de sécurité
  - des frais d'AMO
  - de la prime éventuelle de l'assurance « dommages »,
  - de tous les frais financiers.
- C(apd)** coût prévisionnel des travaux présenté par le maître d'œuvre à la remise de l'avant-projet définitif
- C(apd)'** coût prévisionnel des travaux retenu arrêté par le maître d'ouvrage à l'admission de l'APD (cf. article R.2432-3 du CCP)
- C(ref)** coût de référence des travaux présenté par le maître d'œuvre à la remise du PRO
- C(ref)'** coût de référence des travaux retenu arrêté par le maître d'ouvrage à l'admission du PRO et servant de base au lancement de la consultation des entreprises de travaux (cf. article R.2432-3 du CCP)
- C(tx)** coût de réalisation des travaux déterminé à l'issue de la mise en concurrence
- C(tx)'** coût de réalisation des travaux arrêté par le maître d'ouvrage à la signature des marchés de travaux
- C(dgd)** coût constaté correspondant au coût des travaux réellement exécutés après levée des réserves
- MT** Montant de tous les marchés de travaux conclus après la consultation permettant de réaliser l'ouvrage conformément au programme et au Projet
- Fp** Forfait de rémunération provisoire, tel qu'il résulte de l'Acte d'Engagement, arrêté lors de la négociation du marché
- Fd** Forfait de rémunération définitif, tel qu'il résulte de l'application de l'application de l'article 6.2 du CCAP.

**C(moe)** Coefficient de maîtrise d'œuvre défini comme suit :

**C(moe) = forfait de maîtrise d'œuvre / Estimation prévisionnelle des travaux**

- **Mois « m0 »** : mois d'établissement du prix du marché, fixé à l'acte d'engagement
- **Mois « m0 APD »** : mois de remise de l'APD par le maître d'œuvre, admis par le maître d'ouvrage.
- **Mois « m0 PRO »** : mois de remise du PRO par le maître d'œuvre, admis par le maître d'ouvrage.
- **Mois « m0 AO »** : mois d'établissement des offres par lot.

### 8.2 Engagement sur l'estimation prévisionnelle des travaux

L'estimation prévisionnelle des travaux C(prog) est l'enveloppe financière dont dispose la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de son opération. Ce coût est contractuellement fixé au présent contrat et

arrêté conjointement avec le maître d'œuvre. Il s'entend comme la part du budget affectée aux travaux en « € HT Travaux ». Il est une condition essentielle et déterminante de la décision du maître d'ouvrage de réaliser le projet.

Ainsi le maître d'œuvre est responsable dans la conduite de ses missions et à chaque partie technique au respect de cette estimation, dans les conditions exposées aux articles suivants. Son non-respect emporte des conséquences sur la rémunération du maître d'œuvre dans les conditions fixées au présent CCAP.

### 8.3 Engagement de l'estimation prévisionnelle des travaux à l'APD

Le maître d'œuvre est tenu de respecter l'estimation prévisionnelle des travaux. Lors de la remise par le maître d'œuvre de l'APD, le maître d'ouvrage compare l'éventuelle différence entre cette estimation et le coût prévisionnel des travaux C(apd) présenté par le maître d'œuvre.

La vérification s'opère par l'observation du rapport entre le coût prévisionnel des travaux C (apd) et l'estimation prévisionnelle des travaux C(prog) qui est égal à l'addition des modifications dans la consistance du projet conformément aux catégories listées à l'article 4.4 ci-avant :

$$C(\text{apd}) - C(\text{prog}) = \text{Coût cat 1.A} + \text{Coût cat 1.B} + \text{Coût cat 2} + \text{Coût cat 3}.$$

Afin de vérifier le respect de l'engagement contractuel, le maître d'ouvrage exclut les modifications issues des catégories 2 et 3. Par ailleurs l'ensemble des coûts sont comparés après réajustement au mois « m0 » opéré par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

Si l'addition des mêmes catégories est strictement supérieure à 0, le rendu d'APD doit être considéré comme rejeté au sens de l'article 5.2 du CCAP et le maître d'œuvre est tenu de reprendre ses études gratuitement pour présenter un nouvel APD respectant l'engagement sur l'estimation prévisionnelle des travaux C(prog)

Si l'addition des modifications de catégories 2 et 3 est strictement supérieure à 0, la conséquence financière sur la rémunération du maître d'œuvre est obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{Rémunération complémentaire} : C(\text{moe}) * (\text{Coût cat 2} + \text{Coût cat 3})$$

La rémunération complémentaire s'applique aux phases ultérieures ultérieures, y compris aux études d'APD, au prorata du coefficient de maîtrise d'œuvre.

A l'admission de l'APD, le maître d'ouvrage notifie par ordre de service le coût prévisionnel des travaux retenu C(apd)' retenu en valeur « m0 APD ».

### 8.4 Engagement de l'APD au PRO

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le coût prévisionnel des travaux retenu par le maître d'ouvrage C(apd)'. Lors de la remise du Projet et au plus tard avant l'envoi du dossier de consultation des entreprises, le maître d'ouvrage compare l'éventuelle différence entre le coût prévisionnel des travaux retenu C(apd)' et le coût de référence des travaux C(pro).

La vérification s'opère par l'observation du rapport entre le coût de référence des travaux et le coût prévisionnel des travaux retenu qui est égal à l'addition des modifications dans la consistance du projet conformément aux catégories listées à l'article 4.4 ci-avant :

$$C(\text{ref}) - C(\text{apd}') = \text{Coût cat 1.A} + \text{Coût cat 1.B} + \text{Coût cat 2} + \text{Coût cat 3}.$$

Afin de vérifier le respect de l'engagement contractuel, le maître d'ouvrage exclut les modifications issues des catégories 2 et 3. Par ailleurs l'ensemble des coûts sont comparés après réajustement au mois

« m0 AVP » opéré par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

Si l'addition des mêmes catégories est strictement supérieure à 0, le rendu PRO doit être considéré comme rejeté au sens de l'article 5.2 du CCAP et le maître d'œuvre est tenu de reprendre ses études gratuitement pour présenter un nouveau PRO respectant l'engagement sur le coût objectif.

Si l'addition des modifications de catégories 2 et 3 est strictement supérieure à 0, la conséquence financière sur la rémunération du maître d'œuvre est obtenue par application de la formule suivante :

**Rémunération complémentaire :  $C(moe) * (Coût\ cat\ 2 + Coût\ cat\ 3)$**

La rémunération complémentaire s'applique aux phases ultérieures, y compris aux études de PRO, au prorata du taux de maîtrise d'œuvre.

A l'admission du PRO ou au plus tard avant l'envoi du dossier de consultation des entreprises, le maître d'ouvrage notifie par ordre de service le coût de référence des travaux retenu  $C(ref)$  qui correspond au coût prévisionnel des travaux retenu  $C(apd)$  auxquels s'ajoutent les coûts des modifications issues des catégories 2 et 3 en valeur « m0 PRO ».

8.5 Engagement du PRO à la signature des marchés

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le coût de référence retenu par le maître d'ouvrage  $C(ref)$ . A la réception des offres dans le cadre de la première consultation des marchés de travaux, le maître d'ouvrage compare l'éventuelle différence entre le coût de référence de travaux retenu  $C(ref)$  et coût de réalisation des travaux  $C(tx)$ .

Le coût de réalisation des travaux  $C(tx)$  correspond à l'addition des offres les mieux-disantes sur chacun des lots (hors offres anormalement basses).

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un seuil de tolérance de 5%.

La vérification s'opère par l'observation du rapport entre le coût de réalisation des travaux  $C(tx)$  et le coût de référence des travaux retenu  $C(ref)$  assorti d'un seuil de tolérance de 5%.

L'ensemble des coûts sont comparés après réajustement au mois « m0 PRO » opéré par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

Si le coût de réalisation des travaux  $C(tx)$  est supérieur au coût de référence des travaux retenu  $C(ref)$  assorti du seuil de tolérance, soit  $C(tx) - C(ref) > 5\% * C(ref)$ , les conséquences sont les suivantes :

- Le maître d'ouvrage peut décider de rendre la consultation infructueuse, le maître d'œuvre est alors tenu de reprendre ses études PRO et ACT gratuitement pour relancer tout ou partie des lots afin de respecter le coût objectif des travaux retenu  $C(pro)$ .

A la signature de l'ensemble des marchés de travaux, le maître d'ouvrage notifie par ordre de service le coût de réalisation des travaux retenu  $C(tx)$  qui correspond à la somme des marchés notifiés en valeur « m0 AO ».

8.6 Engagement jusqu'au DGD

Au titre de l'assistance au maître d'ouvrage pour la direction de l'exécution des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit s'assurer que le coût des travaux ne subit pas de dérives préjudiciables à l'économie de l'opération. A cet égard, le maître d'œuvre s'engage à ce que le montant cumulé des travaux réellement exécutés (travaux sous contrat et hors contrat) dit coût constaté après exécution des travaux  $C(dgd)$  ne soit pas supérieur au coût de réalisation des travaux retenu  $C(tx)$  arrêté par le maître d'ouvrage assorti d'un seuil de tolérance de 3%.

Le coût constaté C(dgd) correspond à la somme des travaux réellement exécutés après achèvement complet des travaux et levée de l'ensemble des réserves.

La vérification s'opère par l'observation du rapport entre le coût constaté C(dgd) et le coût de réalisation des travaux retenu C(tx)' qui est égal à l'addition des modifications dans la consistance du projet conformément aux catégories listées ci-avant, assorti du seuil de tolérance :

$$C(dgd) - C(tx)' = \text{Coût cat 1.A} + \text{Coût cat 1.B} + \text{Coût cat 2} + \text{Coût cat 3}.$$

Afin de vérifier le respect de l'engagement contractuel, le maître d'ouvrage exclut les modifications issues des catégories 2 et 3. Par ailleurs l'ensemble des coûts sont comparés après réajustement au mois « m0 AO » opéré par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

Si l'addition des modifications issues des catégories 1.A et 1.B est supérieure au coût de réalisation des travaux retenu C(tx)' assorti du seuil de tolérance précité, soit **Coût cat1.A + Coût cat 1.B > C(tx)'\*3%**, le maître d'œuvre est passible de la pénalité dans les conditions prévues ci-après.

$$\text{Pénalité} = 2 * C(MOE) * (C(dgd) - C(tx)'*1,03)$$

Cette pénalité est plafonnée à 15% de la rémunération correspond aux éléments de missions « DET » et « AOR ».

Si l'addition des modifications de catégories 2 et 3 est strictement supérieure à 0, la conséquence financière sur la rémunération du maître d'œuvre est obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{Rémunération complémentaire} : C(moe) * (\text{Coût cat 2} + \text{Coût cat 3})$$

La rémunération complémentaire s'applique aux phases de DET et AOR, au prorata du taux de maîtrise d'œuvre.

## Article 9 - Avance

Une avance est accordée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché.

En cas de sous-traitance, le titulaire n'a droit à cette avance que pour la part qu'il exécute directement, le solde revenant aux sous-traitants qui la demandent.

Le montant de l'avance est fixé à 5 %, conformément à l'option B retenue, d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance se fait dans les conditions du code de la commande publique.

Nota : Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

## Article 10 - Règlement des comptes

### 10.1 Échéancier des acomptes

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Le titulaire remettra ses demandes d'acomptes selon la répartition suivante :

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Études de diagnostic	80 % à la remise du dossier
	20 % à l'admission du maître d'ouvrage

Études d'avant-projet sommaire	80 % à la remise du dossier
	20 % à l'admission du maître d'ouvrage
Études d'avant-projet définitif	80 % à la remise du dossier
	20 % à l'admission du maître d'ouvrage
Études de projet	80 % à la remise du dossier
	20 % à l'approbation du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des marchés de travaux	50 % à la remise des éléments du DCE produits par le maître d'œuvre
	30 % à la remise du rapport d'analyse des offres
	20 % après la mise au point des marchés de travaux
Direction de l'exécution du ou des contrats de travaux	85 % proportionnellement à l'avancement des travaux
	15 % à la date de l'accusé de réception, par le MOA, du projet de décompte général.
Assistance aux opérations de réception et GPA	60 % à compter de la date d'effet de la réception
	15 % à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception
	10 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par le maître d'œuvre
	10 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établis par les entreprises
	5 % à l'issue de l'année de parfait achèvement
Ordonnancement coordination et pilotage de chantier	Au prorata de l'avancement des travaux.

#### 10.2 Acceptation et paiement du solde

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement dans les conditions du CCAG-MOE.

Il la complète en faisant apparaître le cas échéant les pénalités appliquées. Si des pénalités pour retard sont appliquées, celles-ci font l'objet d'un décompte des pénalités spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard, et les dates d'échéance contractuelle retenues.

La demande de paiement pour solde est établie dans les conditions des articles 11.7 et 11.8 du CCAG-MOE.

#### 10.3 Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-MOE.

En application de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation et comportent les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

La transmission de facture aux établissements parties se fait via la solution nationale CHORUS-PRO.

#### 10.4 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement équivalentes.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, le bénéfice d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses éventuelles de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

## Article 11 –Pénalités

### 11.1 Pénalités relatives aux livrables à remettre par le MOE

Les délais d'établissements des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés ainsi que leur point de départ sont fixés à l'article 3. Les pénalités applicables sont les suivantes :

	Forfait / Jour (F/J)	€ HT
Retard dans la remise documents d'études (DIAG-APS-APD-PRO)	En jours calendaires	<b>150 euros</b>
Retard dans l'établissement et la transmission des pièces techniques pour la consultation des entreprises (DCE)	En jours calendaires	<b>150 euros</b>
Retard dans la notification des OS	En jours calendaires	<b>200 euros</b>
Retard dans l'établissement et la transmission des FTM	En jours calendaires	<b>150 euros</b>
Retard dans la transmission de tout autre document	En jours calendaires	<b>100 euros</b>
Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance	Voir article 8.6 du présent CCAP	
Retard dans la vérification / transmission des DOE	En jours calendaires à compter de la date de transmission par l'entreprise	<b>150 euros</b>

Les documents d'études et le dossier des ouvrages exécutés sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour admission et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Code	Nombre Exempleaire
DIAG	<ul style="list-style-type: none"><li>- 1 informatique (pdf, autocad, etc.) pour chaque élément.</li><li>- 1 rendu papier</li></ul>
APS	
APD	
Dossier d'autorisation administrative	
PRO	
DCE	
VISA	
DOE	

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle ces documents lui seront présentés.

Par dérogation aux articles 20.2 et 20.5 et en application de l'article 21 du CCAG-MOE, la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés doit intervenir avant l'expiration des délais précisé à l'acte d'engagement.

**Par ailleurs en complément des dispositions prévues à l'article 21 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage peut prendre une décision de réception avec réserves.**

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai contractuel, la prestation est considérée comme rejetée, à compter de l'expiration du délai, et ce par dérogation à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

En cas de rejet, le maître de l'ouvrage peut accorder un nouveau délai pour le rendu des documents à reprendre. Les jours supplémentaires accordés se cumulent aux jours initialement fixés et l'augmentation du délai peut donner lieu à l'application de pénalités de retard. Le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux cités précédemment.

#### 11.2 Pénalités phase « travaux »

En dehors des pénalités pour non-remise d'un livrable, indiquées à l'article 11.1 du présent CCAP, le maître d'œuvre pourra se voir appliquer les pénalités suivantes :

#### 11.3 Vérification des projets d'acomptes mensuels des entrepreneurs

Conformément aux dispositions des articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, l'obligation de transmettre les projets de d'acompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des acomptes sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 10 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, une pénalité d'un montant forfaitaire de 150 euros par jour calendaire de retard.

#### 11.4 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur sur CHORUS.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le décompte général.

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 15 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.



En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 150 euros par jour calendaire de retard.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

#### 11.5 Autres pénalités

De plus, dès que le pouvoir adjudicateur constate un retard ou une absence dans l'un des cas suivants :

- Absence aux réunions : le titulaire sera sanctionné par application d'une pénalité à hauteur de 200 euros par absence
- Non remplacement d'une personne physique désignée à l'acte d'engagement dans un délai de 30 jours ou indisponibilité de la personne désignée au-delà de 30 jours, à hauteur de 200 euros par jour de retard calendaire à compter du 31<sup>ème</sup> jour.

#### 11.6 Instruction du mémoire de réclamation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 20 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé à 250 euros.

### **Article 12 – Assurances**

A la notification du marché, le prestataire ou chaque membre du groupement devra apporter la preuve qu'il bénéficie de deux couvertures d'assurance couvrant son activité :

- Assurance de responsabilité civile générale
- Assurance de responsabilité civile décennale au titre de l'article L. 241-1 du Code des Assurances

Ces attestations doivent émaner d'une Compagnie d'Assurances ou de son Agent Général, ou d'une Mutuelle. Elles comporteront au minimum les indications suivantes :

- nom de l'assuré,
- montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs ou non consécutifs,
- montant des franchises éventuelles,
- activités exactes garanties,
- durée et date de l'attestation.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le maître de l'ouvrage de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

### **Article 13 – Propriété intellectuelle**

Il est fait application des articles 22, 23 et 24 du CCAG-MOE.

### **Article 14 – Confidentialité**

Le titulaire s'engage à tenir confidentiel tout document, toute information et toutes données de quelque nature que ce soit, portés à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché, et s'engage à ne pas divulguer à quiconque ni pendant l'exécution du marché ni après qu'il ait cessé de produire ses effets.

Le titulaire s'engage à prendre toutes ses dispositions utiles pour faire respecter par son personnel et/ou ses sous-traitants éventuels les dispositions relatives à la confidentialité.

## **Article 15 – Fin de la mission**

### 15.1 Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration du marché
- La réception d'une prestation
- L'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement"
- La levée de la dernière réserve ;
- L'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;
- ou lorsque le RPA décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA, sur demande du titulaire.

### 15.2 Arrêt de l'exécution des prestations en fin de parties techniques

Lorsque les prestations du marché sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

- Les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- Chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

### 15.3 Arrêt de l'exécution des prestations en cours de parties techniques

Lorsque la personne publique décide d'arrêter la prestation de partie technique en cours d'exécution, les prestations exécutées seront rémunérées. L'indemnité de 5 % prévue au 32.2.2.4 du CCAG-MOE s'applique à la part de la partie technique déclenchée mais non exécutée par dérogation aux articles 31 et 32.2.2.4 du CCAG-MOE. Les parties techniques non déclenchées ne sont pas incluses dans le calcul de l'indemnité de résiliation.

## **Article 16 – Résiliation**

### 16.1 Dispositions générales

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG-MOE.

### 16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le titulaire sera indemnisé. L'indemnité de 5 % prévue au 32.2.2.4 du CCAG-MOE s'applique à la part de la partie technique déclenchée mais non exécutée par dérogation aux articles 31 et 32.2.2.4 du CCAG-MOE.

### 16.3 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-MOE complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG-MOE.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG-MOE.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG-MOE.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

#### 16.4 Résiliation de le marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- Le titulaire s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités
- Après appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

#### 16.5 Autres cas de résiliation

Le titulaire pourra voir son marché résilié sans indemnité, outre les cas prévus à l'article 30 du CCAG-MOE, en cas de manquement grave aux obligations définies dans le présent marché, notamment pour :

- **Non-respect des obligations précisées au CCTP constaté par une mise en demeure établie par le maître de l'ouvrage.**
- **Non remise tous les six mois suivant la notification du marché des documents indiqués à l'article D. 8222-5 du code du travail.**
- **Non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle.**
- **Inexactitude des renseignements remis**
- **Défaut de proposition de remplaçant pour la conduite des prestations**

L'éventuelle résiliation du marché se fera dans les conditions des articles 27 à 32 du CCAG-MOE. Il sera fait application, le cas échéant des dispositions de l'article 34 du CCAG-MOE.

## ARTICLE 17- DEROGATION AU CCAG-MOE

Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
3.4.1 et 3.5	1.3.2
3.1	1.7
4.1	2
15.1 et 15.2	3.1
15.3	3.2
20.5	3.3
20.4.2	4.2
20, 20.2, 20.5, 21	11.1
31 et 32.2.2.4	15.3
31 et 32.2.2.4	16.2